

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2528

[C — 2004/31351]

3 JUIN 2004. — Arrêté n° 2002/316 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 1994 portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège,

Vu la loi spéciale des Réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87 § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, notamment la partie XVI en ses articles 141 à 157;

Vu la directive 96/34/CE du Conseil du 3 juin 1996 concernant l'Accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné en date du 1^{er} février 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 29 mai 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 30 mai 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la fonction publique donné le 30 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre fédéral des pensions;

Vu le protocole n° 2002/14 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 11 juillet 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française en date du 30 mai 2002 relatif à la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 février 2004 en application de l'article 84, § 1^{er} alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant qu'il convient de moderniser les dispositions actuellement applicables en matière de positions administratives, de congés de courte durée et de congés politiques;

Considérant que les fonctionnaires de la Commission communautaire française bénéficient d'ores et déjà d'un régime de congé de vacances annuelles de vingt-six jours;

Considérant que dans un souci de cohérence et d'homogénéité, il importe de suivre les mêmes lignes directrices que celles qui ont présidé à l'élaboration des textes de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire française;

Considérant qu'il convient donc de modifier la partie XVI – des positions administratives- de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Les dispositions prévues par la partie XVI - des positions administratives - de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont remplacées par les dispositions suivantes :

Partie XVI. — Des positions administratives, des absences et des congés

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 141. § 1^{er}. Les dispositions de la présente partie sont applicables aux agents nommés à titre définitif aux sens de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Les présentes dispositions s'appliquent également aux stagiaires, à l'exception des dispositions relatives :

- 1° au congé pour accomplir un stage ou une période d'essai;
- 2° au congé pour prestations réduites pour maladie;
- 3° à la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 4° au congé de formation;
- 5° au congé pour mission d'intérêt général;
- 6° au congé pour interruption de la carrière professionnelle;
- 7° à l'absence de longue durée pour raisons personnelles;
- 8° aux prestations réduites pour convenance personnelle.

§ 2. Sont applicables au personnel engagé sous contrat de travail et ce pour autant que ce régime soit plus favorable que celui prévu par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les lois particulières, les dispositions de la présente partie relative :

- 1° au congé annuel de vacances et au congé pour jours fériés;
- 2° au congé de circonstances;
- 3° au congé pour raisons médicales ou humanitaires;
- 4° au congé pour participer au jury d'une cours d'assises;
- 5° au congé parental;
- 6° au congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse;
- 7° à l'accueil, aux dispenses et congés de formation;
- 8° au congé pour raison politique.

Les congés visés aux alinéas précédents sont octroyés selon les modalités applicables au personnel statutaire.

CHAPITRE II. — *Des positions administratives*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 142. Le fonctionnaire se trouve dans une des positions administratives suivantes :

- 1° activité de service;
- 2° non-activité;
- 3° disponibilité.

Art. 142/2. Pour la détermination de sa position administrative, le fonctionnaire est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

Section 2. — De l'activité de service

Art. 143. L'activité de service est la position administrative habituelle de l'agent.

Sauf dispositions contraires, l'agent en activité de service a droit à son traitement et à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à la promotion, à l'attribution d'un mandat.

Art. 143/2. Outre les congés visés aux articles 147 à 157/14, le fonctionnaire en activité de service peut s'absenter pour les motifs suivants, aux conditions fixées par le Collège :

1° Congé pour lui permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, de l'enseignement universitaire, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné;

- 2° congés pour maladie ou infirmité;
- 3° congés pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité;
- 4° congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales;
- 5° absences pour convenance personnelle;
- 6° disponibilité pour convenance personnelle;
- 7° absences de longue durée justifiées par des raisons familiales;
- 8° interruption de la carrière professionnelle;
- 9° congé pour mission internationale;
- 10° congé pour mission;
- 11° congé pour être mis à la disposition du Roi;

12° congé en vue de l'accomplissement, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution des lois sur les objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980;

13° congé d'accueil et de formation.

Art. 143/3. Tant que le Collège n'a pas fixé les conditions d'obtention des congés visés à l'article 143/2, il est fait application, *mutatis mutandis*, des arrêtés royaux suivants et de leurs arrêtés modificatifs :

1° Arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, pour les congés visés à l'article 143/2, 1° à 5°.

2° Arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, pour le congé visé à l'article 143/2, 6°.

3° Arrêté royal du 26 mai 1975 relatif aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, pour le congé visé à l'article 143/2, 7°.

4° Arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, pour le congé visé à l'article 143/2, 8°.

5° Arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale, pour le congé visé à l'article 143/2, 9°.

6° Arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission, pour le congé visé à l'article 143/2, 10°.

7° Arrêté royal du 12 août 1993 relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique, pour le congé visé à l'article 143/2, 11°.

8° Arrêté royal du 1^{er} juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution des lois coordonnées le 20 février 1980 portant le statut des objecteurs de conscience, pour le congé visé à l'article 143/2, 12°.

Art. 143/4. Le fonctionnaire dont l'emploi est supprimé et qui est en réaffectation, est en activité de service.

Section 3. — De la non-activité

Art. 144. L'agent peut, conformément aux dispositions du présent arrêté, être mis en non-activité de plein droit ou sur décision de l'autorité compétente.

Sauf dispositions contraires, l'agent dans cette position, n'a pas droit à son traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres ni à la promotion, ni à l'attribution d'un mandat, ni à l'avancement dans son échelle de traitement qu'aux conditions fixées par le statut.

Art. 144/2. Aux conditions fixées par le Collège, le fonctionnaire est en non-activité :

1° lorsqu'il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées par l'arrêté royal du 20 février 1980;

2° lorsqu'il prolonge l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général;

3° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée;

4° *prorata temporis*, lorsqu'il exerce des prestations réduites pour des raisons de convenance personnelle;

5° lorsqu'il bénéficie d'un congé politique facultatif ou d'office;

6° lorsqu'il est frappé d'une sanction de suspension disciplinaire.

Art. 144/3. La suspension disciplinaire place de plein droit le fonctionnaire dans la position administrative de non-activité.

Durant les périodes de suspension disciplinaire, le fonctionnaire ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement et peut subir une retenue de traitement. Cependant, le Collège garantit au fonctionnaire qui subit une retenue de traitement, un traitement mensuel dont le montant net égale au moins le montant du minimum de moyens d'existence tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Art. 144/4. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions de mise à la retraite.

*Section 4. — De la disponibilité**Sous-section 1^{re}. — De la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service*

Art. 145. L'agent peut, sans préavis, être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service s'il ne peut exercer une fonction déterminée et s'il ne peut pas être immédiatement réaffecté à un emploi plus adapté.

Sur la proposition du conseil de direction, l'autorité investie du pouvoir de nomination se prononce sur la mise en disponibilité. L'intéressé est préalablement entendu par le conseil de direction et peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 145/2. L'agent en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service n'a droit ni au traitement, ni à l'avancement dans son échelle de traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'attribution d'un mandat.

Il bénéficie néanmoins durant la première année d'un traitement d'attente équivalant à son dernier traitement d'activité. A partir de la deuxième année, ce traitement d'attente est égal à 1/60^e du dernier traitement d'activité, multiplié par le nombre d'années de service qu'il compte à la date de sa mise en disponibilité.

Sous-section 2. — De la disponibilité pour maladie

Art. 145/3. § 1^{er}. L'agent qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congés légalement accordés, se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie.

Il conserve ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

§ 2. L'agent en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'inaptitude physique.

§ 3. L'agent a droit à un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par l'Office médico-social de l'Etat. Ce droit ne produit ses effets qu'à partir du moment où l'agent a été mis en disponibilité pour une période ininterrompue de trois mois au moins.

Ce droit entraîne une révision de la situation de l'agent avec effet pécuniaire au jour où sa disponibilité a débuté.

§ 4. La disponibilité pour maladie ne met pas fin aux régimes de l'interruption de la carrière professionnelle, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés dans la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Pour l'application du § 2 du présent article, le dernier traitement d'activité est celui dû avant les prestations réduites.

Art. 145/4. L'agent qui est mis en disponibilité pour maladie, subit chaque année un examen médical auprès du service de contrôle médical dans le courant du mois correspondant à celui au cours duquel il a été mis en disponibilité.

Si l'agent ne comparait pas devant le service de contrôle médical à l'époque fixée par l'alinéa 1^{er}, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

Sous-section 3. — De la disponibilité pour convenance personnelle.

Art. 145/5. Le fonctionnaire mis en disponibilité pour convenance personnelle ne reçoit aucun traitement d'attente. Il ne peut se prévaloir de maladie contractée pendant la période de disponibilité.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'attribution d'un mandat.

Sous-section 4. — Dispositions communes

Art. 145/6. L'autorité investie du pouvoir de nomination peut, sur avis du conseil de direction, déclarer immédiatement vacant l'emploi dont l'agent placé en disponibilité était titulaire, en cas de disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service.

En cas de disponibilité pour maladie, la déclaration de vacance ne peut être décidée qu'après un an.

Art. 145/7. L'autorité investie du pouvoir de nomination peut rappeler en activité de service l'agent placé en disponibilité s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises.

L'agent en disponibilité pour maladie dont l'emploi n'a pas été déclaré vacant, le reprend lorsqu'il réintègre son service.

L'agent est tenu en tous cas d'occuper, dans les délais fixés par l'autorité investie du pouvoir de nomination, l'emploi qui lui est assigné. L'agent qui s'y refuse sans raison valable est, après dix jours ouvrables d'absence, démis d'office.

Art. 145/8. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions de mise à la retraite.

CHAPITRE III. — Des absences

Art. 146. L'agent ne peut s'absenter s'il n'a pas obtenu un congé ou une dispense de service.

Par dispense de service, il y a lieu d'entendre l'autorisation accordée à l'agent de s'absenter pendant les heures de service pour une durée déterminée avec maintien de ses droits.

A l'exception des cas prévus dans le présent arrêté, le fonctionnaire dirigeant ou l'agent désigné par lui accorde les congés et dispenses de service.

Art. 146/2. La participation de l'agent à la cessation concertée du travail ne peut entraîner pour cet agent que la privation de son traitement.

Art. 146/3. Sans préjudice de l'application éventuelle d'une peine disciplinaire, l'agent qui s'absente sans autorisation ou dépasse le terme de son congé sans motif valable, se trouve de plein droit en non-activité.

Art. 146/4. L'agent qui, sans raison valable, s'absente plus de dix jours ouvrables, est démis d'office.

CHAPITRE IV. — Des congés dans le cadre de la redistribution du travail

Art. 147. Les membres du personnel bénéficient du régime de la semaine volontaire des quatre jours et du régime de départ anticipé à la pension à mi-temps. Les modalités spécifiques de ce régime sont fixées par arrêté du Collège de la Commission communautaire française.

*CHAPITRE V. — Des congés de courte durée**Section 1^{re}. — Des vacances annuelles*

Art. 148. L'agent a droit à trente-cinq jours ouvrables par an de congé de vacances.

Il bénéficie d'un supplément de congé annuel de vacances d'un jour ouvrable après cinq années d'ancienneté de service; soit deux jours après dix années d'ancienneté de service.

Art. 148/2. L'agent jouit d'un congé annuel de vacances supplémentaires en raison de son âge. Il bénéficiera ainsi d'un jour supplémentaire chaque année entre 60 et 65 ans.

Donc,

1. à 60 ans, l'agent bénéficiera d'un jour ouvrable.
2. à 61 ans, l'agent bénéficiera de deux jours ouvrables.
3. à 62 ans, l'agent bénéficiera de trois jours ouvrables.
4. à 63 ans, l'agent bénéficiera de quatre jours ouvrables.
5. à 64 ans, l'agent bénéficiera de cinq jours ouvrables.

Art. 148/3. Les congés de vacances sont pris selon les convenances de l'agent tout en tenant compte des nécessités du service.

L'agent a droit à un congé de vacances d'au moins dix jours ouvrables consécutifs.

Art. 148/4. L'agent a le droit de prendre, dans les limites des trente-cinq jours ouvrables, quatre jours ouvrables de congé sans que l'intérêt du service puisse lui être opposé pour prendre soin d'une personne habitant sous son toit qui est victime d'une maladie ou d'un accident.

Par personne vivant sous le même toit, il faut entendre : le conjoint, la personne avec laquelle il vit en couple, un parent soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officielle.

L'agent doit produire un certificat médical attestant :

1. la maladie ou l'accident;
2. la nécessité impérieuse de la présence de l'agent.

Art. 148/5. Si l'agent a utilisé les quatre jours ouvrables visés à l'article 148/4, alinéa premier, ou s'il a utilisé intégralement les jours ouvrables prévus à l'article 148, il a droit à deux jours ouvrables supplémentaires pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions qu'à l'article 148/4.

Art. 148/6. Le congé annuel est pris dans l'année civile selon les modalités fixées par le fonctionnaire dirigeant. (Toutefois, pour des raisons exceptionnelles laissées à l'appréciation du fonctionnaire dirigeant un report de maximum 5 jours de vacances non utilisés peut être autorisé par celui-ci sur l'année civile suivante.)

Art. 148/7. Les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française sont dotés d'un régime de travail standard qui prévoit des plages fixes et des plages mobiles et des permanences de service.

La présence de l'agent soumis au règlement relatif à l'horaire dynamique est enregistrée le matin, le midi et le soir. Les heures prestées en surplus sont régularisées pendant les plages mobiles.

Art. 148/8. Toute période d'activité de service donne droit aux vacances annuelles. Ces dernières sont réduites à due concurrence :

1. lorsque l'agent entre en service dans le courant de l'année ou démissionne de ses fonctions;
2. lorsqu'il obtient au cours de l'année des congés :
 - pour accomplir un stage ou une période d'essai auprès d'un autre service public;
 - pour présenter sa candidature aux élections législatives, provinciales, régionales et européennes;
 - pour des raisons impérieuses d'ordre familial;
 - en raison d'un départ anticipé à mi-temps;
 - en application de la semaine volontaire de quatre jours;
 - pour interruption de la carrière professionnelle;
 - lorsque l'agent est en congé pour mission;
 - les absences pendant lesquelles l'agent se trouve dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité donnent également lieu à une réduction proportionnelle du congé de vacances.

Le nombre de jours ainsi calculé est toujours un demi-jour ou un jour complet. Ce nombre est arrondi au demi-jour ou au jour complet supérieur.

Art. 148/9. Les jours de vacances fixés dans le présent chapitre sont suspendus en cas de maladie pour autant que le contrôle médical soit possible.

Art. 148/10. Le congé annuel de vacances est assimilé à une période d'activité de service. Il en est de même pour les deux jours supplémentaires prévus à l'article 148/5.

Section 2. — Des jours fériés

Art. 149. § 1^{er}. L'agent est en congé les jours fériés légaux, ainsi que les 27 septembre, 2 et 15 novembre et le 26 décembre.

§ 2. Les jours de congés visés au § 1^{er} qui coïncident avec un samedi ou un dimanche peuvent être compensés par un congé du 27 décembre au 31 décembre inclus.

§ 3. L'agent qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés au § 1^{er} obtient en substitution des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 4. Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Section 3. — Du congé exceptionnel

Art. 149/2. Des congés exceptionnels sont accordés dans les limites fixées ci-après :

1. le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service : deux jours ouvrables;
2. la participation à un jury de cour d'assises et ce, pour la durée de la session.

Les congés visés au présent article sont rémunérés et sont assimilés à une période d'activité de service.

Section 4. — Du congé pour raisons familiales

Sous-section 1^{re}. — Des congés de circonstance

Art. 150. L'agent obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé à l'occasion des événements suivants :

1. le mariage de l'agent (ou la célébration de son pacte de vie commune) : quatre jours ouvrables;
2. l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple au moment de l'événement : quatre jours ouvrables;
3. le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple : quatre jours ouvrables;
4. Le décès d'un parent au premier degré soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : quatre jours ouvrables;
5. le mariage d'un enfant de l'agent ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : deux jours ouvrables;
6. le décès d'un parent, à quelque degré que ce soit, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple habitant sous le même toit que l'agent : deux jours ouvrables;
7. le décès d'un parent jusqu'au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent : un jour ouvrable.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Sous-section 2. — Du congé pour des motifs impérieux d'ordre familial

Art. 150/2. Un agent peut obtenir un congé de maximum quarante-cinq jours ouvrables par année civile en raison de :

1. l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que l'agent, ou d'un parent ou allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que l'agent;
2. la garde d'un de ses enfants qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans.

Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence.

Art. 150/3. Ce congé n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Sous-section 3. — Du congé parental

Art. 150/4. Un congé parental de trois mois au maximum est accordé à l'agent en activité de service, après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 10 ans. Le congé ne peut être fractionné que par mois et ne peut être pris que par jour entier.

A l'issue du congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

Art. 150/5. Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

Sous-section 4. — Du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle

Art. 150/6. L'agent peut obtenir un congé lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans sa famille en vue de son adoption ou de sa tutelle officielle.

La durée maximum du congé est de quatre semaines si l'enfant accueilli a atteint l'âge de trois ans et de six semaines s'il n'a pas encore atteint cet âge.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant accueilli est handicapé et satisfait aux conditions requises pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Art. 150/7. Le congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Section 5. — Du congé de maternité et du congé de paternité

Art. 151. § 1^{er}. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. La rémunération due pour la période pendant laquelle l'agent féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-sept semaines en cas de naissance multiple.

§ 3. Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Le présent paragraphe est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les huit semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

Art. 151/2. Lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 151, la rémunération est due.

Art. 151/3. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l'article 149;
- 3° les congés visés aux articles 148/4, 148/5, 150 et 152/6;
- 4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 5° les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article 151, § 3.

Art. 151/4. En période de grossesse ou d'allaitement, les agents féminins ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 38 heures par semaine.

Art. 151/5. L'agent qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 151/6. L'article 151 ne s'applique pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation.

Art. 151/7. § 1^{er}. Si, à la date de l'accouchement la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de remplacement du congé de maternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début de congé de remplacement du congé de maternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de remplacement du congé de maternité aux conditions suivantes :

- 1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
- 2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de remplacement du congé de maternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé de remplacement du congé de maternité est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. Il est non cumulable avec le congé de circonstance visé à l'article 150, 2°, et avec le congé de paternité prévu ci-après à l'article 151/8, du présent arrêté.

Art. 151/8. L'agent masculin a droit à un congé de paternité de dix jours dans les trois mois qui suivent la naissance d'un enfant.

Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi-jour. Il est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Section 6. — Du congé pour raisons médicales ou humanitaires

Art. 152. Un agent féminin peut obtenir à sa demande une dispense de service pour subir des examens médicaux prénataux qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 152/2. L'agent obtient un congé pour don de :

1. sang : à concurrence d'un jour;
2. plasma sanguin : à concurrence d'un demi-jour;
3. Plaquettes : à concurrence d'un jour.

Ce congé peut être pris soit le jour même, soit le lendemain, avec un maximum cumulé de quatre jours ouvrables par an.

L'agent doit fournir la preuve de son don de sang, de plasma ou de plaquettes.

Art. 152/3. L'agent obtient un congé pour don de moelle osseuse, d'organes ou de tissus.

La durée de ce congé est celle requise par l'hospitalisation et la convalescence. Le temps nécessaire pour effectuer les examens médicaux préalables peut également être pris en compte.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 152/4. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle il est en couple ou un membre de leur famille, habitant sous le même toit que l'agent est atteint d'une maladie dont son médecin établit la gravité et le haut degré de contagiosité, ce médecin doit contacter le médecin chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé Administratif dont relève l'agent afin de déterminer de commun accord les mesures préventives les mieux appropriées, en ce compris la chimioprophylaxie et les congés éventuels.

Art. 152/5. L'agent peut obtenir un congé pour :

1. suivre les cours de l'école du corps de la protection civile;
2. effectuer en temps de paix des prestations en qualité d'engagé volontaire auprès de ce corps.

Art. 152/6. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'agent peut obtenir un congé de maximum cinq jours ouvrables par an pour accompagner des handicapés et des malades ou pour effectuer d'autres missions humanitaires au cours de voyages et de séjours en Belgique ou à l'étranger.

Ces voyages ou séjours doivent être organisés par un organisme public ou une association dont la mission est la prise en charge de handicapés, de malades ou l'action humanitaire. L'organisme ou l'association doit être reconnue par l'Etat belge ou une de ses entités fédérées.

La demande de congé doit être appuyée par une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour est placé sous sa responsabilité.

Art. 152/7. Les congés pour raisons médicales ou humanitaires sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activités de service.

*CHAPITRE VI. — Des congés pour raisons politiques**Section 1^{re}. — Dispositions générales.*

Art. 153. Pour l'application du présent chapitre, les agents statutaires sont placés dans une position administrative d'activité de service. Le congé accordé en vertu des dispositions énoncées ci-après n'est cependant pas rémunéré.

Art. 153/2. Pour l'application du présent chapitre, les membres du personnel engagés sous contrat de travail voient l'exécution de leur contrat suspendu sauf disposition contraire.

Les périodes de congés pour raisons politiques accordées constituent néanmoins des périodes de service administratif assimilables en vue de l'avancement du traitement.

Art. 153/3. L'application des présentes dispositions se fait dans le respect des incompatibilités et interdictions applicables aux membres du personnel.

Section 2. — Du congé pour présenter sa candidature aux élections.

Art. 154. L'agent peut obtenir un congé lui permettant de présenter sa candidature aux élections législatives, régionales, provinciales, communales ou européennes.

Ce congé est accordé pour la durée de la campagne électorale à laquelle participe l'intéressé en tant que candidat.

Section 3. — Du congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu.

Art. 155. Il y a lieu d'entendre par groupe politique reconnu un groupe d'élus reconnu comme tel conformément au règlement de l'assemblée législative à laquelle ces élus appartiennent.

Art. 155/2. L'agent peut obtenir un congé pour exercer une fonction dans un groupe politique reconnu.

Le président d'un groupe politique introduit à cet effet une demande auprès du fonctionnaire dirigeant.

Le Conseil de direction vérifiera que ce congé ne va pas à l'encontre de l'intérêt du service.

Avec l'accord du Ministre fonctionnellement compétent, le Membre du Collège chargé de la Fonction publique accorde le congé.

Art. 155/3. L'arrêté mentionne la durée du congé accordé, ainsi que le groupe politique au sein duquel l'agent exercera une fonction.

Art. 155/4. Le Ministre peut mettre fin au congé pour des raisons de service moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois.

Section 4. — Du congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel.

Art. 156 L'agent obtient un congé lorsqu'il est désigné pour exercer une fonction dans le cabinet d'un Ministre ou un Secrétaire d'Etat ou assimilé :

- 1) du Gouvernement fédéral;
- 2) du Gouvernement d'une Communauté ou Région;
- 3) du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune.

La désignation intervient après accord du Comité de gestion.

Au terme de son détachement et à moins d'un nouveau détachement dans un autre cabinet, l'agent obtient un jour de congé par mois d'activité dans un cabinet, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

Section 5. — Du congé pour exercer un mandat politique

Art. 157. Les membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ont droit au congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Art. 157/2. Par congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée, il faut entendre :

1. soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;
2. soit un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;
3. soit un congé politique d'office auquel le membre du personnel ne peut pas renoncer.

Art. 157/3. L'agent peut obtenir, à sa demande, une dispense de service à raison de :

1. un demi-jour par mois pour exercer un mandat de conseiller communal, bourgmestre, échevin ou membre du conseil de l'aide sociale, y compris le président, dans une commune comptant jusqu'à 10 000 habitants;
2. un jour par mois pour exercer un mandat de :
 - a) conseiller communal ou membre du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 habitants ou plus;
 - b) bourgmestre, échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 30 000 habitants;
 - c) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - d) conseiller provincial non membre de la députation permanente.

Art. 157/4. La dispense de service prévue à l'article 157/3 se prend à la convenance de l'agent par jour ou demi-jour. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre.

Art. 157/5. L'agent peut obtenir, à sa demande, outre la dispense de service prévue à l'article 157/3, un congé politique facultatif à raison de :

1. un ou deux jours par mois pour exercer un mandat de bourgmestre, échevin, président ou de membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale, dans une commune comptant jusqu'à 10 000 habitants;
2. un à trois jours par mois pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 10 001 à 30 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 50 000 habitants;
 - c) membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale dans une commune de 10 001 à 20 000 habitants.
3. un à cinq jours par mois pour exercer un mandat de membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale dans une commune de plus de 20 000 habitants;
4. d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants.
5. la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 80 001 à 130 000 habitants.

Art. 157/6. L'agent est en congé politique d'office, à raison de :

1. deux jours par mois pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 20 001 à 30 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 20 001 à 50 000 habitants.
2. d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 30 001 à 50 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 50.001 à 80.000 habitants.
3. la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de 50 001 à 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de 80 001 à 130 000 habitants.
4. d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :
 - a) bourgmestre dans une commune de plus de 80 000 habitants;
 - b) échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune de plus de 130 000 habitants;
 - c) membre de la députation permanente d'un conseil provincial.

Art. 157/7. Les membres du personnel sont mis en congé politique à temps plein d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants :

- Membre d'une des Chambres législatives ou du Gouvernement fédéral;
- Membre d'un conseil de Communauté ou de Région;
- Membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région;
- Membre du Parlement européen ou de la Commission européenne.

Art. 157/8. Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment.

Art. 157/9. Pour l'application des articles 156/3, 156/5 et 156/6, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 157/10. L'agent qui n'exerce pas une fonction à temps plein est mis en congé politique d'office à temps plein dès lors que son mandat politique correspond déjà à un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 157/11. L'agent qui a droit à un congé politique dont la durée n'excède pas la moitié d'un emploi à temps plein, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à mi-temps ou à temps plein.

L'agent qui a droit à un congé politique à mi-temps, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à temps plein.

Art. 157/12. Les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou le congé politique d'office sont assimilées à des périodes d'activité de service. Elles ne sont toutefois pas rémunérées.

Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou un congé politique d'office constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 157/13. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il réintègre cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, il est affecté à un autre emploi conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière de ré-affectation et de mobilité.

Art. 157/14. Après sa réintégration, l'agent ne peut pas cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Art. 3. Dispositions finales :

Le présent arrêté produit ses effets en date du 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Le Président du Collège compétent pour la Reconversion et le Recyclage professionnel et le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 2004.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Président du Collège, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnel, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne ainsi que des Relations internationales

J. SIMONET,

Membre du Collège, chargé de la Fonction publique

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2528

[C — 2004/31351]

3 JUNI 2004. — Besluit nr. 2002/316 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, inzonderheid artikel 22;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid deel XVI artikelen 141 tot 157;

Gelet op Richtlijn 96/34/EG van de Raad van 3 juni 1996 betreffende de door UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, gegeven op 1 februari 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 30 mei 2002;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met het Openbaar Ambt, gegeven op 30 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Federale Minister van Pensioenen;

Gelet op protocol nr. 2002/14 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 11 juli 2002;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 mei 2002 over het verzoek om binnen een termijn van ten hoogste één maand van advies te dienen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de bepalingen die momenteel van toepassing zijn inzake de administratieve standen, de verloven van korte duur en de politieke verloven geactualiseerd dienen te worden;

Overwegende dat de ambtenaren van de Franse Gemeenschapscommissie reeds genieten van een verlofregeling van zesentwintig dagen jaarlijks vakantieverlof;

Overwegende dat, in een streven naar samenhang en homogeniteit, het belangrijk is dezelfde richtlijnen te volgen die ten grondslag hebben gelegen aan de teksten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat daarom deel XVI – administratieve standen – van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie gewijzigd dient te worden;

Op voordracht van het lid van het College belast met Beroepsomschakeling en Bijscholing;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. De bepalingen van deel XVI – administratieve standen – van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden vervangen door de volgende bepalingen :

Deel XVI. — Administratieve standen, afwezigheden en verloven

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 141. § 1. De bepalingen van dit deel zijn van toepassing op de ambtenaren die vast benoemd zijn in de zin van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze bepalingen zijn ook van toepassing op de stagiairs, met uitzondering van de bepalingen betreffende :

- 1° het verlof om een stage of een proefperiode te verrichten;
- 2° het verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte;
- 3° de beschikbaarheid wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;
- 4° het opleidingsverlof;
- 5° het verlof wegens opdracht van algemeen belang;
- 6° het verlof voor loopbaanonderbreking;
- 7° de afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden;
- 8° het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

§ 2. Voor het bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel en voorzover deze regeling gunstiger is dan die bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de bijzondere wetten gelden de bepalingen van dit deel betreffende :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen;
- 2° het omstandigheidsverlof;
- 3° het verlof om medische of humanitaire redenen;
- 4° het verlof voor deelname aan een assisenjury;
- 5° het ouderschapsverlof;
- 6° het opvangverlof met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 7° de opvang, de dienstvrijstellingen voor opleiding en de opleidingsverloven;
- 8° het verlof om politieke redenen.

De in de voorgaande leden bedoelde verloven worden toegekend overeenkomstig de modaliteiten die van toepassing zijn op de ambtenaren.

HOOFDSTUK II. — Administratieve standen

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 142. De ambtenaar bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° beschikbaarheid.

Art. 142/2. De ambtenaar wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in actieve dienst te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 143. De dienstactiviteit is de gewone administratieve stand van de ambtenaar.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in dienstactiviteit recht op wedde en op verhoging in zijn weddeschaal.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering, op toekenning van een mandaat doen gelden.

Art. 143/2. Behalve de in de artikelen 147 tot 157/14 bedoelde verloven kan de ambtenaar in actieve dienst, onder de door het College vastgestelde voorwaarden, om de volgende redenen afwezig zijn :

1° verlof om hem toe te laten een stage of proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst, van het gesubsidieerd onderwijs, van het universitair onderwijs, van een gesubsidieerd psychologisch-sociaal centrum, van een gesubsidieerde dienst voor beroepskeuze of van een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut;

- 2° verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 3° verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 4° verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen;
- 5° afwezigheid wegens persoonlijke aangelegenheid;
- 6° beschikbaarheid voor persoonlijke aangelegenheid;

- 7° afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen;
- 8° onderbreking van de beroepsloopbaan;
- 9° verlof voor internationale opdracht;
- 10° verlof voor opdracht;
- 11° verlof om ter beschikking van de Koning te worden gesteld;
- 12° verlof voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vreedstijd en van diensten in uitvoering van de wetten op de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;
- 13° verlof voor onthaal en opleiding.

Art. 143/3. Zolang het College de voorwaarden voor het verkrijgen van de in artikel 143/2 bedoelde verloven niet bepaald heeft, worden volgende koninklijke besluiten en hun wijzigingsbesluiten *mutatis mutandis* toegepast :

1° Koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende bepaalde verloven toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen en afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, voor de in artikel 143/2, 1° tot 5°, bedoelde verloven.

2° Koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand disponibiliteit van het rijkspersoneel, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 6°.

3° Koninklijk besluit van 26 mei 1975 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 7°.

4° Koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 8°.

5° Koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van de openbare diensten, die met een internationale opdracht worden belast, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 9°.

6° Koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 10°.

7° Koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde ter beschikking van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België gestelde personeelsleden van de rijksbesturen, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 11°.

8° Koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die in vreedstijd militaire prestaties verrichten of diensten in uitvoering van de op 20 februari 1980 gecoördineerde wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, voor het verlof bedoeld in artikel 143/2, 12°.

Art. 143/4. De ambtenaar wiens ambt afgeschafte wordt en die is wedertewerkgesteld, is in dienstactiviteit.

Section 3. — Non-activiteit

Art. 144. De ambtenaar kan, krachtens de bepalingen van dit besluit, van rechtswege of bij beslissing van de bevoegde overheid in non-activiteit worden geplaatst.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in deze stand geen recht op zijn wedde.

Hij kan alleen onder de door het statuut gestelde voorwaarden aanspraken op bevordering, toekenning van een mandaat en op verhoging in zijn weddeschaal doen gelden.

Art. 144/2. Onder de door het College gestelde voorwaarden is de ambtenaar op non-activiteit :

1° wanneer hij in vreedstijd sommige militaire prestaties verricht of voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut aangewezen wordt bij toepassing van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarders, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 februari 1980;

2° wanneer hij de uitvoering voortzet van een opdracht die niet erkend is van algemeen belang te zijn;

3° wanneer aan de ambtenaar, om familiale redenen, toegestaan wordt voor een periode van lange duur afwezig te zijn;

4° *prorata temporis*, wanneer hij in zijn ambt verminderde prestaties uitoefent wegens persoonlijke aangelegenheid;

5° wanneer hij een facultatief of ambtshalve politiek verlof geniet;

6° wanneer hij tuchtschorsing als tuchtstraf opgelegd krijgt.

Art. 144/3. Tuchtschorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit.

Tijdens de periodes van tuchtschorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op bevordering tot een hogere wedde niet doen gelden en kan hij aan een inhouding van wedde worden onderworpen. Het College waarborgt de ambtenaar die een inhouding van wedde ondergaat, echter een maandelijks wedde waarvan het nettobedrag minstens gelijk is aan het bestaansminimum zoals bepaald krachtens de wet van 7 augustus 1974 houdende instelling van het recht op een bestaansminimum.

Art. 144/4. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de voorwaarden voldoet om te worden gepensioneerd.

Section 4. — Disponibiliteit

Onderafdeling 1. — Disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 145. De ambtenaar kan, zonder opzegging, in disponibiliteit worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst wanneer hij een bepaald ambt niet kan uitoefenen en hij niet onmiddellijk in een beter geschikte betrekking wedertewerkgesteld kan worden.

Op voorstel van de directieraad neemt de benoemende overheid een beslissing omtrent het in disponibiliteit stellen. De betrokkene wordt vooraf door de directieraad gehoord en kan worden bijgestaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 145/2. De ambtenaar in disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst heeft geen recht op wedde of op verhoging in zijn weddenschaal.

Hij verliest zijn aanspraken op bevordering of toekenning van een mandaat.

Hij geniet het eerste jaar een wachtgeld gelijk aan zijn laatste activiteitswedde. Vanaf het tweede jaar is dit wachtgeld gelijk aan 1/60e van de laatste activiteitswedde per dienstjaar dat hij telt op de datum waarop hij in disponibiliteit is gesteld.

Onderafdeling 2. — Disponibiliteit wegens ziekte

Art. 145/3. § 1. De ambtenaar die afwezig is wegens ziekte is na het wettelijk toegekende aantal verlofdagen te hebben bereikt van rechtswege in disponibiliteit wegens ziekte.

Hij behoudt zijn recht op bevordering en op bevordering in zijn weddenschaal.

§ 2. De ambtenaar die in disponibiliteit wegens ziekte is ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn laatste activiteitswedde.

Het bedrag van dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen indien de socialezekerheidsregeling op hem toepasselijk was geweest sinds het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij verkregen zou hebben indien hij, op het ogenblik dat hij in disponibiliteit gesteld werd, tot de vervroegde oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid toegelaten zou zijn.

§ 3. De ambtenaar heeft recht op een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde indien de kwaal waaraan hij lijdt door de Sociaal-medische rijksdienst als een ernstige en langdurige ziekte wordt erkend. Dit recht heeft slechts uitwerking nadat de ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte werd gesteld voor een ononderbroken periode van ten minste drie maanden.

Dit recht heeft een herziening van de toestand van de ambtenaar tot gevolg met geldelijke uitwerking op de dag waarop zijn disponibiliteit een aanvang heeft genomen.

§ 4. De disponibiliteit wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking bedoeld, noch aan de stelsels van halftijdse vervroegde uittreding en van vrijwillige vierdagenweek zoals bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende arbeidsverdeling in de openbare sector.

Voor de toepassing van § 2 van dit artikel, is de laatste activiteitswedde deze, welke voor de verminderde prestaties verschuldigd was.

Art. 145/4. De ambtenaar die in disponibiliteit werd gesteld wegens ziekte, wordt ieder jaar medisch onderzocht door de medische controledienst in de loop van de maand overeenstemmend met die waarin hij in disponibiliteit werd gesteld.

Verschijnt de ambtenaar niet voor de medische controledienst op het tijdstip bepaald in het eerste lid, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld vanaf dat tijdstip geschorst tot hij verschijnt.

Onderafdeling 3. — Disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheid

Art. 145/5. De ambtenaar in disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheid krijgt geen wachtgeld. Hij kan ook geen aanspraken doen gelden op ziektes opgedaan gedurende de periode van disponibiliteit.

Hij verliest zijn aanspraken op bevordering of toekenning van een mandaat.

Onderafdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 145/6. De benoemende overheid kan, op advies van de directieraad, de betrekking waarvan de in disponibiliteit gestelde ambtenaar titularis was, onmiddellijk vacant verklaren in geval van disponibiliteit wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst.

De vacantverklaring kan slechts worden beslist na verloop van een jaar in geval van disponibiliteit wegens ziekte.

Art. 145/7. De benoemende overheid kan de in disponibiliteit gestelde ambtenaar in actieve dienst terugroepen indien hij de vereiste beroeps- en lichamelijke geschiktheid bezit.

De ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte, wiens betrekking niet vacant werd verklaard, neemt haar opnieuw op wanneer hij zijn dienst hervat.

De ambtenaar moet in ieder geval, binnen de door de benoemende overheid gestelde termijn, het aangewezen ambt opnemen. Indien hij zonder geldige reden weigert, wordt hij, na een afwezigheid van tien werkdagen, ambtshalve ontslagen.

Art. 145/8. Niemand kan in disponibiliteit gesteld of gehouden worden wanneer hij voldoet aan de voorwaarden om gepensioneerd te worden.

HOOFDSTUK III. — Afwezigheden

Art. 146. De ambtenaar mag niet afwezig zijn zonder verlof of dienstvrijstelling te hebben gekregen.

Onder dienstvrijstelling wordt verstaan de toestemming gegeven aan een ambtenaar om gedurende de diensturen afwezig te zijn voor een bepaalde duur met het behoud van al zijn rechten.

Met uitzondering van de in dit besluit bepaalde gevallen worden de verloven en dienstvrijstellingen door de leidende ambtenaar of de door hem aangewezen ambtenaar toegekend.

Art. 146/2. Deelneming van een ambtenaar aan een georganiseerde werkonderbreking kan voor de ambtenaar slechts het verlies van zijn wedde tot gevolg hebben.

Art. 146/3. Onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf, bevindt de ambtenaar die zonder toestemming afwezig is of de duur van zijn verlof zonder geldige reden overschrijdt, zich van rechtswege in non-activiteit.

Art. 146/4. Indien de ambtenaar zonder geldige reden meer dan tien werkdagen afwezig is, wordt hij ambtshalve ontslagen.

HOOFDSTUK IV. — Verloven van arbeidsherverdelende aard

Art. 147. De personeelsleden genieten het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek en het stelsel van halftijdse vervroegde uittreding. De bijzondere modaliteiten van dit stelsel worden bepaald bij Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK V. — *Verloven van korte duur**Afdeling 1. — Jaarlijks vakantieverlof*

Art. 148. De ambtenaar heeft recht op een jaarlijks vakantieverlof van 35 werkdagen. De ambtenaar geniet een bijkomend vakantieverlof van één werkdag na vijf dienstjaren; hetzij twee dagen na tien dienstjaren.

Art. 148/2. De ambtenaar geniet bijkomend jaarlijks vakantieverlof op grond van zijn leeftijd. Zo heeft hij tussen de 60 en de 65 jaar elk jaar recht op een bijkomende vakantiedag.

Aldus,

1. op 60 jaar, geniet de ambtenaar één werkdag bijkomende vakantie;
2. op 61 jaar, geniet de ambtenaar twee werkdagen bijkomende vakantie;
3. op 62 jaar, geniet de ambtenaar drie werkdagen bijkomende vakantie;
4. op 63 jaar, geniet de ambtenaar vier werkdagen bijkomende vakantie;
5. op 64 jaar, geniet de ambtenaar vijf werkdagen bijkomende vakantie.

Art. 148/3. Het vakantieverlof wordt genomen naar keuze van de ambtenaar en met inachtneming van de behoeften van de dienst.

De ambtenaar heeft recht op een vakantieverlof van minstens tien opeenvolgende werkdagen.

Art. 148/4. De ambtenaar heeft het recht om, binnen een periode van 35 werkdagen, vier werkdagen verlof te nemen om te zorgen voor een persoon die onder hetzelfde dak woont en die ziek is of die het slachtoffer is van een ongeval, zonder dat het belang van de dienst hier tegen kan worden ingeroepen.

Als persoon die onder hetzelfde dak woont dient te worden beschouwd : de echtgeno(o)t(e), de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een bloed- of aanverwant van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een persoon opgenomen met het oog op adoptie of pleegvoogdij.

De ambtenaar moet een doktersattest voorleggen om het volgende te bewijzen :

1. de ziekte of het ongeval;
2. de dringende noodzaak van de aanwezigheid van de ambtenaar.

Art. 148/5. Als de ambtenaar de vier werkdagen bedoeld in artikel 148/4, eerste lid, of alle werkdagen bepaald in artikel 148, heeft opgenomen, heeft hij/zij recht op twee bijkomende werkdagen voor dezelfde redenen en onder dezelfde voorwaarden als in artikel 148/4.

Art. 148/6. Het jaarlijks verlof wordt opgenomen in het kalenderjaar, volgens de voorwaarden die door de leidende ambtenaar zijn vastgelegd. (Om uitzonderlijke redenen waarover de leidende ambtenaar beslist, kan deze laatste evenwel een overdracht van maximaal 5 onbestede vakantiedagen naar het volgende kalenderjaar toestaan.)

Art. 148/7. In de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie geldt een standaardwerk-tijdregeling met onderscheid tussen stamtijden, glijtijden en bereikbaarheid van de dienst.

De aanwezigheid van de ambtenaar die onderworpen is aan het reglement betreffende de flexibele werktijd wordt 's morgens, 's middags en 's avonds geregistreerd. De gepresteerde uren in meer worden geregulariseerd op de glijtijden.

Art. 148/8. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijks verlof. Dit verlof wordt verminderd :

1. wanneer de ambtenaar in de loop van het jaar in dienst treedt of zijn/haar ambt neerlegt;
2. wanneer de ambtenaar tijdens het jaar verloven heeft verkregen :
 - voor een stage of een proefperiode bij een andere overheidsdienst;
 - om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van de federale Wetgevende Kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden, van de provincieraden of van de Europese vergaderingen;
 - om dringende redenen van familiaal belang;
 - wegens de halftijdse vervroegde uittreding;
 - voor de vrijwillige vierdagenweek;
 - voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
 - voor een opdracht;
 - de afwezigheden waarbij de ambtenaar in de administratieve stand van non-activiteit of disponibiteit is geplaatst leiden eveneens tot een evenredige vermindering van het vakantieverlof.

Het op die manier berekend aantal dagen heeft altijd betrekking op een aantal halve of volledige dagen. Dit aantal wordt naar boven afgerond tot op een halve of volledige dag.

Art. 148/9. De in dit hoofdstuk bepaalde vakantiedagen worden opgeschort bij ziekte voorzover de geneeskundige controle mogelijk is.

Art. 148/10. Het jaarlijkse vakantieverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Dit geldt eveneens voor de twee bijkomende dagen voorzien in artikel 148/5.

Afdeling 2. — Feestdagen

Art. 149. § 1. De ambtenaar heeft verlof tijdens de wettelijke feestdagen, alsook op 27 september, 2 en 15 november en 26 december.

§ 2. De in § 1 bedoelde verlofdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag, worden gecompenseerd door een verlof van 27 december tot en met 31 december.

§ 3. De ambtenaar die krachtens de arbeidstijdregeling die op hem van toepassing is, of ten gevolge van de behoeften van de dienst, verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in § 1, verkrijgt vervangende verlofdagen die kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof.

§ 4. De verloven bedoeld in dit artikel worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Uitzonderlijk verlof

Art. 149/2. Uitzonderlijk verlof wordt toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

1. verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst : 2 werkdagen;
2. om deel uit te maken van de jury van het hof van assisen en dit tijdens de duur van de zitting.

Het verlof bedoeld in dit artikel wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Verlof om familiale redenen

Onderafdeling 1. — Omstandigheidsverlof

Art. 150. De ambtenaar krijgt binnen de perken zoals hierna bepaald verlof toegekend naar aanleiding van de volgende gebeurtenissen :

1. huwelijk van de ambtenaar (of viering van het wettelijk samenwonen) : vier werkdagen.
2. bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : vier werkdagen.
3. overlijden van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde : vier werkdagen.
4. overlijden van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : vier werkdagen.
5. huwelijk van een kind van de ambtenaar of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : twee werkdagen.
6. overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar onder hetzelfde dak samenleeft : twee werkdagen.
7. overlijden van een bloed- of aanverwant tot in de derde graad dat niet onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar : een werkdag.

Als de gebeurtenis zich voordoet in de loop van een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof overeenkomstig verminderd.

Het verlof bedoeld in dit artikel wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Onderafdeling 2. — Verlof om dwingende redenen van familiale aard

Art. 150/2. Een ambtenaar heeft recht op maximaal vijfenveertig werkdagen verlof per kalenderjaar wegens :

1. de ziekenhuisopname van een persoon die bij de ambtenaar inwoont, of van een familielid of aanverwant in de eerste graad die niet bij de ambtenaar inwoont;
2. de kinderopvang voor kinderen jonger dan 15 jaar.

Als het verlof om dwingende redenen van familiale aard wordt opgenomen in een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof overeenkomstig ingekort.

Art. 150/3. Dit verlof wordt niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Onderafdeling 3. — Ouderschapsverlof

Art. 150/4. Aan de ambtenaar in dienstactiviteit wordt, bij de geboorte of de adoptie van een kind, maximaal drie maanden ouderschapsverlof toegestaan. Dit verlof moet worden genomen vóór het kind de leeftijd van 10 jaar heeft bereikt. Het verlof kan slechts opgesplitst worden in maanden en moet opgenomen worden met volledige dagen.

Na het ouderschapsverlof heeft de ambtenaar het recht zijn functie opnieuw uit te oefenen of, indien dat onmogelijk is, een gelijkwaardige of gelijkaardige functie te bekleden.

Art. 150/5. Dit ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Onderafdeling 4. — Opvangverlof met het oog op adoptie of pleegvoogdij

Art. 150/6. De ambtenaar kan verlof krijgen wanneer een kind beneden tien jaar in zijn gezin wordt opgenomen met het oog op adoptie of pleegvoogdij.

De maximumduur van het verlof bedraagt vier weken indien het opgenomen kind ouder is dan drie jaar en zes weken indien het die leeftijd nog niet heeft bereikt.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind mindervalide is en aan de voorwaarden voldoet om kinderbijslag te genieten overeenkomstig artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kindertoeslagen voor de lonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslagen ten voordele van de zelfstandigen.

Art. 150/7. Het opvangverlof met het oog op adoptie en pleegvoogdij wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 5. — Bevallingsverlof en vaderschapsverlof

Art. 151. § 1. Het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. De bezoldiging over de periode gedurende welke de vrouwelijke ambtenaar bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken bestrijken of zeventien weken in geval van de geboorte van een meerling.

§ 3. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat worden voor het bepalen van de administratieve stand van de vrouwelijke ambtenaar veranderd in bevallingsverlof.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de periodes van afwezigheden wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de acht weken die, in geval van de geboorte van een meerling, vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

Art. 151/2. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt de vrouwelijke ambtenaar zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 151 is de bezoldiging verschuldigd.

Art. 151/3. Worden gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnataal verlof verschoven kunnen worden, de volgende afwezigheden gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag welke aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de in artikel 149 bedoelde feestdagen;
- 3° de in de artikelen 148/4, 148/5, 150 et 152/6 bedoelde verloven;
- 4° het verlof om dwingende redenen van familiale aard;
- 5° de afwezigheden wegens ziekte met uitsluiting van de afwezigheden bedoeld in artikel 151, § 3.

Art. 151/4. Zwangere of de borstvoedende ambtenaren mogen geen overuren verrichten. Als overuren dienen, voor de toepassing van dit artikel, te worden beschouwd, alle werk bovenop de 38 uren week.

Art. 151/5. De ambtenaar die, in toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 is vrijgesteld van arbeid, wordt ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige periode. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 151/6. Artikel 151 is niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181e dag van de zwangerschap.

Art. 151/7. § 1. Als, op de datum van de bevalling, de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt de vader van het kind op eigen verzoek een vaderschapsverlof om in de opvang van het kind te voorzien.

§ 2. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet opgebruikt had. De ambtenaar die vader van het kind is en die het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof wenst te genieten stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte binnen zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof. Hij legt zo spoedig mogelijk een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder voor.

§ 3. In geval van hospitalisatie van de moeder kan de ambtenaar die vader van het kind is een verlof ter vervanging van het moederschapsverlof krijgen onder de volgende voorwaarden :

- 1° de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten;
- 2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof kan niet aanvangen vóór de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en wordt beëindigd op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en uiterlijk op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

De ambtenaar die de vader van het kind is en die het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof wenst te genieten, stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een getuigschrift dat de duur van de hospitalisatie van de moeder vermeldt bovenop de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling en de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

§ 4. Het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het kan niet gecumuleerd worden met het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 150, 2°, en met het vaderschapsverlof waarin artikel 151/8 van dit besluit hierna voorziet.

Art. 151/8. De mannelijke ambtenaar heeft recht op vaderschapsverlof van tien dagen in de drie maanden volgend op de geboorte van het kind.

Het verlof wordt genomen per dag of per halve dag. Het wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 6. — Verlof wegens ziekte of humanitaire reden

Art. 152. De vrouwelijke ambtenaar kan dienstvrijstelling krijgen om naar prenatale medische onderzoeken te gaan die niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden.

De aanvraag moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. 152/2. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van het geven van :

1. bloed : één dag;
2. bloedplasma : een halve dag;
3. bloedplaatjes : één dag.

Dit verlof kan op de dag zelf of de dag nadien worden genomen. Per jaar kunnen maximaal vier werkdagen worden opgespaard.

De ambtenaar moet een bewijs kunnen voorleggen van het geven van bloed, plasma, of bloedplaatjes.

Art. 152/3. De ambtenaar verkrijgt een verlof voor het afstaan van beenmerg, organen of weefsels.

Dit verlof wordt toegestaan voor een periode die met de duur van de hospitalisatie en van de herstelperiode overeenkomt. Met de duur van de voorafgaande geneeskundige onderzoeken kan eveneens rekening worden gehouden.

De aanvraag moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. 152/4. Wanneer de echtgeno(o)t(e) of de persoon met wie de ambtenaar samenleeft of een lid van het gezin, dat onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar, wordt getroffen door een ziekte waarvan de ernst en de besmettelijkheid door de arts zijn vastgesteld, moet deze arts met de hoofddarts van het geneeskundig controlecentrum van de Administratieve Gezondheidsdienst, waaronder de ambtenaar ressorteert, contact opnemen, teneinde in onderlinge overeenstemming de meest geschikte preventieve maatregelen te bepalen met inbegrip van chimioprofylaxie en eventueel verlof.

Art. 152/5. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van :

1. het volgen van lessen aan de school bij het korps van de Civiele Bescherming;
2. het verrichten van prestaties als vrijwillige dienstnemer bij dit korps in vreedstijd.

Art. 152/6. Voorzover het niet onverenigbaar is met het belang van de dienst, kan de ambtenaar verlof krijgen van maximaal vijf werkdagen per jaar om mindervaliden en zieken te vergezellen of om andere humanitaire diensten te verrichten tijdens vakantie-reizen en -verblijven in België of in het buitenland.

Deze reizen of verblijven worden georganiseerd door een openbare instelling of een vereniging waarvan de opdracht erin bestaat de zorg voor mindervaliden, zieken of humanitaire acties op zich te nemen. De instelling of vereniging moet erkend zijn door de Belgische Staat of een van haar gefedereerde entiteiten.

De verlofaanvraag moet worden gestaafd met een attest waarbij de vereniging of instelling verklaart dat de reis of het verblijf onder haar verantwoordelijkheid valt.

Art. 152/7. Het verlof om medische of humanitaire redenen wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK VI. — *Verloven om politieke redenen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 153. Voor de toepassing van dit hoofdstuk worden de ambtenaren in de administratieve stand dienstactiviteit geplaatst. Het verlof toegekend krachtens de hierna vermelde bepalingen wordt echter niet bezoldigd.

Art. 153/2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk en tenzij anders bepaald, wordt voor het personeel dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen de uitvoering van hun overeenkomst opgeschort.

De toegekende periodes van verlof om politieke redenen vormen niettemin periodes van administratieve dienst die gelijkgesteld kunnen worden met het oog een weddeverhoging.

Art. 153/3. De toepassing van deze bepalingen gebeurt met inachtneming van de onverzoenbaarheden en verboden die op de personeelsleden van toepassing zijn.

Afdeling 2. — Verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen.

Art. 154. De ambtenaar kan een verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor de wetgevende, regionale, provinciale, gemeentelijke of Europese verkiezingen.

Dit verlof wordt toegekend voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan hij deelneemt.

Afdeling 3. — Verlof om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie

Art. 155. Een erkende politieke fractie is een groep verkozenen die als dusdanig is erkend overeenkomstig het reglement van de wetgevende vergadering waartoe zij behoren.

Art. 155/2. De ambtenaar kan verlof krijgen om een ambt uit te oefenen bij een erkende politieke fractie.

De voorzitter van een politieke fractie dient hiertoe een verzoek in bij de leidende ambtenaar.

De directieraad gaat na of het belang van de dienst er zich niet tegen verzet.

Met het akkoord van de functioneel bevoegde minister kent het lid van het Openbaar Ambt het verlof toe.

Art. 155/3. De beslissing vermeldt de duur van het toegekende verlof, alsmede de politieke fractie waarbij de ambtenaar een ambt zal uitoefenen.

Art. 155/4. De Minister kan om dienstredenen het verlof beëindigen mits hij een opzeggingstermijn van één maand respecteert.

Afdeling 4. — Verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet

Art. 156. De ambtenaar krijgt verlof wanneer hij aangewezen wordt om een functie te vervullen op het kabinet van een Minister of een Staatssecretaris of ermee gelijkgesteld :

1) van de federale Regering;

2) van de Regering van een Gemeenschap of Gewest;

3) van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De aanstelling vindt plaats na akkoord van het Beheerscomité.

Op het einde van zijn detachering en tenzij hij naar een ander kabinet overgaat, krijgt de ambtenaar, per maand activiteit in een kabinet, één dag verlof met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen.

Afdeling 5. — Verlof om een politiek mandaat uit te oefenen

Art. 157. De personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie hebben recht op politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of van een functie die daarmee gelijkgesteld kan worden.

Art. 157/2. Onder politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat of een functie die daarmee kan worden gelijkgesteld, dient te worden begrepen :

1. hetzij een vrijstelling van dienst die geen enkele invloed heeft op de administratieve en geldelijke situatie van de personeelsleden;

2. hetzij een facultatief politiek verlof toegekend op vraag van de personeelsleden;

3. hetzij een van ambtswege politiek verlof dat het personeelslid niet kan weigeren.

Art. 157/3. De ambtenaar krijgt op zijn aanvraag vrijstelling van dienst, ten belope van :

1. een halve dag per maand, voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid, burgemeester, schepen of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, de voorzitter inbegrepen, in een gemeente tot 10 000 inwoners;

2. één dag per maand, voor de uitoefening van een mandaat van :

a) gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 inwoners of meer;

b) burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

c) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

d) provincieraadslid, niet-lid van de bestendige deputatie.

Art. 157/4. De vrijstelling van dienst bepaald in artikel 157/3, wordt naar keuze van de ambtenaar genomen in dagen of halve dagen. Zij mag niet van een maand naar een andere worden overgedragen.

Art. 157/5. De ambtenaar kan op zijn aanvraag, behalve de vrijstelling van dienst bepaald in artikel 157/3, een facultatief politiek verlof krijgen, ten belope van :

1. één of twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van burgemeester, schepen, voorzitter of lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn, in een gemeente tot 10 000 inwoners;

2. één tot drie dagen per maand, voor de uitoefening van een mandaat van :

a) burgemeester van een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

b) schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 50 000 inwoners;

c) lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 20 000 inwoners.

. één tot vijf dagen per maand, voor de uitoefening van een mandaat van lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van meer dan 20 000 inwoners;

4. een kwart van een voltijds ambt, voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners.

5. de helft van een voltijds ambt, voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80 001 tot 130 000 inwoners.

Art. 157/6. De ambtenaar is in politiek verlof van ambtswege, ten belope van :

1. twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente van 20 001 tot 30 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 20 001 tot 50 000 inwoners.

2. een kwart van een voltijds ambt voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners.

3. de helft van een voltijds ambt voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80 001 tot 130 000 inwoners.

4. een voltijds ambt voor de uitoefening van een mandaat van :

- a) burgemeester van een gemeente met meer dan 80 000 inwoners;
- b) schep en of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente met meer dan 130 000 inwoners;
- c) lid van de bestendige deputatie van een provincieraad.

Art. 157/7. De personeelsleden zijn in politiek verlof van ambtswege, ten belope van een voltijds ambt, voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

- lid van één der Wetgevende Kamers of van de federale Regering;
- lid van een Gemeenschaps- of Gewestraad;
- lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering;
- lid van het Europees Parlement of van de Europese Commissie.

Art. 157/8. Het politiek verlof van ambtswege vangt aan op de datum van de eedaflegging.

Art. 157/9. Voor de toepassing van de artikelen 156/3, 156/5 en 156/6, wordt het aantal inwoners bepaald overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de Nieuwe Gemeentewet.

Art. 157/10. De ambtenaar die geen voltijds ambt uitoefent wordt met voltijds politiek verlof van ambtswege gezonden indien aan zijn politiek mandaat reeds een politiek verlof van ambtswege beantwoordt waarvan de duur ten minste de helft van een voltijds ambt belooft.

Art. 157/11. De ambtenaar die recht heeft op een politiek verlof waarvan de duur niet de helft van een voltijds ambt overschrijdt, kan, op zijn aanvraag, halftijds of voltijds politiek verlof krijgen.

De ambtenaar die recht heeft op een halftijds politiek verlof, kan op zijn aanvraag, voltijds politiek verlof krijgen.

Art. 157/12. De periodes welke door facultatief politiek verlof of politiek verlof van ambtswege worden gedekt, worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Ze worden evenwel niet bezoldigd.

Voor de personeelsleden die zijn aangeworven met een arbeidscontract, vormen de periodes die gedekt zijn door een facultatief politiek verlof of door een van ambtswege politiek verlof periodes van opschorting van dienst die moeten worden beschouwd als diensten die in aanmerking komen voor de weddeverhoging.

Art. 157/13. Het politiek verlof eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op die tijdens de welke het mandaat een einde neemt.

Vanaf dat ogenblik, herkrijgt de belanghebbende zijn rechten. Wanneer hij niet in zijn betrekking werd vervangen, bezet hij die betrekking wanneer hij zijn dienst hervat. Indien hij wel werd vervangen, wordt hij voor een andere betrekking aangewezen in overeenstemming met de bepalingen die voor hem van toepassing zijn inzake re-affectatie en mobiliteit.

Art. 157/14. De ambtenaar mag na zijn wederopneming zijn wedde niet cumuleren met voordelen die verbonden zijn aan de uitoefening van een politiek mandaat en die een wederaanpassingsvergoeding betreffen.

Art. 3. Slotbepalingen.

Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 4. De Voorzitter van het College belast met Beroepsomscholing en Bijscholing en het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2004.

Door het College :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College, Belast met Onderwijs, Beroepsomscholing en Bijscholing, Leerlingenvervoer, het Samenleven van plaatselijke gemeenschappen de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen

J. SIMONET,

Lid van het College belast met het Openbaar Ambt

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met Begroting